

MARAÎCHAGE INTRA-URBAIN À ABIDJAN ET BOUAKÉ (CÔTE D'IVOIRE): ENTRE ÉCONOMIE SPÉCULATIVE ET DIMENSION SOCIO-CULTURELLE DES ACTEURS

KRA Kouakou Valentin

Maître-Assistant

Enseignant-Chercheur

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Département d'Anthropologie et de Sociologie

valentinkra@uao.edu.ci

Résumé

Le maraîchage intra-urbain à Abidjan et Bouaké se caractérise par sa précarité, la vulnérabilité de ses acteurs, les dimensions économique et socio-culturelle qui conditionnent sa pratique. Il s'est agi d'expliquer le rapport entre choix de cette agriculture par les acteurs et ces dimensions. La collecte des données a mobilisé la recherche documentaire, l'entretien, le questionnaire et l'observation directe. La résilience économique et le holisme méthodologique ont servi de base à l'ancrage théorique. A l'analyse, la dimension spéculative du maraîchage intra-urbain constitue une résilience face à la crise économique. Les logiques identitaires exprimées sont une survivance des pratiques socio-culturelles des acteurs.

Mots clés: Abidjan, Bouaké, Dimension Socio-Culturel, Economie Spéculative, Maraîchage Intra-Urbain

Abstract

Intra-urban market gardening in Abidjan and Bouaké is characterized by its precariousness, the vulnerability of its actors, the economic and social-cultural dimensions that condition its practice. It was a question of explaining the relationship between the choice of this agriculture by the actors and these dimensions. Data collection involved desk research, interview, questionnaire and direct observation. Economic resilience and methodological holism served as basis for theoretical anchoring. In analysis, the speculative dimension of intra-urban market gardening constitutes a resilience face the economic crisis. The identity logics expressed are a survival of the socio-cultural practices of the actors.

Key words: Abidjan, Bouaké, Socio-Cultural Dimension, Speculative Economy, Intra-Urban Market Gardening

Introduction

La croissance démographique urbaine en Côte d'Ivoire augmente les besoins en vivriers et surtout en maraîchers, au sein d'une population dont les habitudes alimentaires s'occidentalisent ; conformément à « la mondialisation de nos assiettes » (Sévérin Husson, 2012). Cette situation pose la problématique d'accès à ces denrées pour lesquelles le pays reste déficitaire. Ainsi, la majeure partie des produits maraîchers est-elle importée des pays de l'hinterland (Burkina Faso, Mali, Niger). Ces « importations de légumes (...) occasionnent une sortie énorme de devise estimée à environ 10 milliards de FCFA annuellement » (FAO, NEPAD, 2005, p. 1).

Au plan national, le maraîchage ne semble pas être une des priorités des politiques agricoles ; au regard de l'absence de financement de ce secteur et de données statistiques (FAO, NEPAD, 2005, *ibid*). Malgré tout, il est pratiqué dans toutes les villes ivoiriennes, dans les bas-fonds et autres espaces en friche ou non constructibles. Il contribue à la sécurité alimentaire en ravitaillant les populations citadines en légumes frais (F. M. Kouvonou *et al*, 1999 ; M. B. Diao, 2004). A Abidjan et Bouaké, le maraîchage intra-urbain reste précaire et pratiqué par des couches sociales vulnérables en raison de la question foncière (indisponibilité, statut illégal) et la taille de leurs exploitations. De plus, ces producteurs maraîchers ont intégré cette activité faute d'accès à des emplois salariés. Parmi eux, une grande majorité est issue de l'exode rural et fait face à l'inadéquation entre son profil professionnel et les emplois urbains. De l'avis de C. J. Sawio (1995, p. 34) ; traitant du cas de Dar Es-Salam, « les agriculteurs urbains sont socialement des marginaux ».

Dans ce contexte, l'agriculture urbaine se présente comme une alternative économique pour ceux-ci. A l'occasion, presque toute la production est destinée à la commercialisation. L'importance du marché, sa proximité et les revenus engrangés participent au développement de cette activité économique. Outre la dimension spéculative, des particularités propres aux acteurs sont observées sur le terrain. Ce sont notamment les appartenances socio-culturelles et la division sexuelle du travail. Cela donne lieu à une forme d'expression de l'identité socio-culturelle de ces agriculteurs dans l'exercice de leur fonction. Cette réflexion pose la question de l'identité du maraîchage intra-urbain en Côte d'Ivoire et singulièrement à Abidjan et Bouaké. En d'autres termes ; comment se caractérise cette activité ? comment les logiques économiques et socio-culturelles conditionnent-elles sa pratique dans notre pays ?

L'objectif général de cet article est d'expliquer le rapport entre choix du maraîchage urbain par les acteurs et les facteurs économiques et socio-culturelles. De façon spécifique, il s'agit de décrire les caractéristiques de cette agriculture ; identifier les facteurs économiques et socio-culturels de sa pratique et enfin analyser comment ces facteurs président dans le choix du maraîchage par ses acteurs. L'article s'articulera autour de la présentation des caractéristiques du maraîchage intra-urbain, les dimensions spéculative et socio-culturelle ; ainsi que l'analyse des données collectées.

Méthodologie

Cette étude a été menée dans la période de septembre à octobre 2019 ; sur l'espace maraîcher de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) à Bouaké et celui de "Aéroport International d'Abidjan" (AERIA) à Abidjan. Tout en s'appuyant sur l'approche mixte, elle a porté sur un échantillon quantitatif(aléatoire) de 40 producteurs maraîchers ainsi qu'un échantillon qualitatif (par choix raisonné) basé sur des personnes ressources que sont les premiers occupants (2 acteurs), des propriétaires terriens ou autochtones (2 acteurs) et des commerçants en activité sur les sites (2 acteurs). Les données ont été collectées à l'aide d'entretiens semi-directifs, d'un questionnaire et de l'observation directe, en plus de la recherche documentaire. Les informations collectées sur le terrain ont fait l'objet d'une analyse de contenu, d'une analyse statistique et d'une comparaison entre les deux sites.

Ancrage théorique

Deux principales théories ont servi de base à l'explication et la compréhension du problème posé par l'étude. Il s'agit de la théorie de la résilience économique de R. Alain (2003) et du holisme méthodologique P. BOURDIEU (1979). La théorie de la résilience économique a permis de mettre en exergue comment les acteurs urbains parviennent à surmonter leur situation de vulnérabilité socio-économique à travers la pratique du maraîchage. Quant au l'holisme méthodologique, il a servi à expliquer comment les déterminants socio-culturels propres aux structures sociales d'origine influencent l'exercice de cette activité par les individus.

1. Résultats

1.1. Caractéristiques du maraîchage intra-urbain à Abidjan et à Bouaké

Ce chapitre présente le maraîchage intra-urbain comme une activité informelle et précaire, des efforts d'intensification et finit par une description des acteurs concernés.

1.1.1. Une agriculture informelle et précaire

Le maraîchage intra-urbain en Côte d'Ivoire et singulièrement à Bouaké et à Abidjan se pratique dans les bas-fonds non constructibles, les terrains et les friches urbaines. Elle reste informelle et précaire ; au regard du statut des acteurs, de leurs droits fonciers vis à vis des espaces qu'ils occupent pour l'exercice de leur activité économique. Ainsi, le site CNPS-Bouaké est constitué d'un domaine de l'Etat (voir photo 1) et des servitudes de passage occupés par les producteurs maraîchers. Les premiers occupants se sont érigés en propriétaires terriens et procèdent à des transactions foncières (locations) sur le site.

Photo 1 : Maraîchage à l'intérieur de la clôture de la CNPS-Bouaké



Source : Cliché KRA K.V., 2019

Concernant le site de la zone aéroportuaire de Port-bouet (Abidjan), il relève de la propriété privée de l'entreprise "Aéroport International d'Abidjan" (AERIA). Dans ce contexte, les maraîchers ne disposent d'aucun droit garantissant leurs activités sur ces espaces. Une construction d'infrastructures publiques ou privées les expose au déguerpissement. Les acteurs eux-mêmes sont conscients de leur situation d'illégalité et de vulnérabilité. Ils ne manquent pas de l'exprimer à travers les entretiens que nous avons eus avec eux.

Les terrains d'ici là, on n'a pas acheté. C'était pour les baoulé de Bouaké mais l'Etat a pris ça. Nos parents étaient les premiers à faire leurs jardins¹ ici dans les années 1960. Ils avaient demandé aux baoulé. C'est après que l'Etat est venu construire la CNPS ici. Aujourd'hui, on cultive les parties qui ne sont pas encore construites. À tout moment la CNPS peut venir prendre pour construire des bureaux. Comme c'est pour l'Etat, on ne pourra rien faire².

Quant à Sawadogo³, il reste persuadé que leur déguerpissement est imminent du fait de leur installation illégale sur le site de l'AERIA à Port-Bouet :

Y a longtemps qu'on fait jardin ici mais on sait qu'à tout moment, les gens d'aéroport et gouvernement vont nous chasser. On nous a dit que c'est pour eux donc on ne peut rien faire contre eux. Le jour où ils veulent, ils vont nous chasser sans nous dédommager.

L'agriculture intra-urbaine dans ces deux grandes villes ivoiriennes reste précaire, en raison des menaces de déguerpissement sans condition, de l'absence d'espaces prévus pour cette activité dans les politiques de gestion des villes et également par les politiques agricoles. Au-delà de son caractère informel et précaire, cette agriculture se particularise de par son intensité.

1.1.2. Une agriculture intensive

A l'observation des parcelles cultivées, il convient de noter que le maraîchage intra-urbain mobilise des pratiques intensives (voir photo 2).

Photo 2 : Agriculture intensive et association de spéculations sur le site CNPS-Bouaké



Source : Cliché KRA K V, 2019

Hormis les outils manuels et rudimentaires utilisés (houes, arrosoirs, râteliers), les acteurs mobilisent rationnellement les parcelles disponibles, des produits phytosanitaires et des semences sélectionnées. Ils expliquent ce fait par les difficultés d'accès au foncier pour l'exercice de leur activité. En général, les espaces sont loués par les autochtones ou par les premiers occupants du site aux agriculteurs. La location se fait par planche (voir photo 2) et les prix pratiqués diffèrent d'un site à un autre. Ils varient de 250 à 500 FCFA à Bouaké et 2000 à 3000 CFA par récolte.

¹Dans le jargon des producteurs, jardin désigne maraîchage.

²Extrait d'entretien avec Konaté ; maraîcher à Bouaké.

³Producteur maraîcher sur le site d'AERIA à Abidjan.

Photo 4 : Une planche de laitues dans la zone aéroportuaire d'Abidjan

Source : Cliché KRA K V, 2019

Selon Brahiman⁴, la question est étroitement liée à l'indisponibilité des espaces pour ce type d'agriculture:

C'est pas facile d'avoir place pour faire jardin à Abidjan. On paie de l'argent par planche, chaque mois. Si tu as une ou deux planches, tu es obligé de tout cultiver et utiliser les semences à haut rendement, de l'engrais pour que ton champ donne beaucoup.

Sali⁵ abonde dans le même sens mais s'appuie sur la croissance démographique et l'urbanisation :

Je fais jardin depuis longtemps. Ma maman même travaillait ici. Avant il n'y avait pas beaucoup de gens ici et puis il y avait place. Depuis un temps on est devenu trop beaucoup. Et puis, regarde à côté, les gens sont en train de construire. C'est problème de construire maison qui nous tue. Petite place qui reste là, on est obligé de bien cultiver avec semence qui produit beaucoup là et engrais. Si tu ne fais pas ça, tu ne peux rien avoir dans jardin là.

Les questions foncière et démographique contraignent les maraîchers urbains de Bouaké et Abidjan à adopter des pratiques culturales intensives.

1.1.3. Étude descriptive des acteurs du maraîchage urbain

L'observation des acteurs sur les sites maraîchers de l'espace CNPS-Bouaké et la zone aéroportuaire (Abidjan) nous permet d'identifier plusieurs acteurs en interaction (chefs d'exploitation, clients, commerçants). Sur la base de trois principales variables que sont l'âge, le sexe et la nationalité, les chefs d'exploitation ont été décrits à travers le tableau suivant.

Tableau 1 : caractéristiques des chefs d'exploitation

Sites	Échantillon	Tranches d'âge		Sexe		Nationalité	
		[18-40 ans]	[41 et +]	F	M	Ivoirienne	Étrangère
CNPS Bouaké	20	2	18	14	6	11	9
Zone aéroportuaire	20	3	17	3	17	4	16
Total	40	5	35	17	23	15	25

Source: Auteur, enquête octobre 2019

⁴ Producteur maraîcher sur le site d'AERIA à Abidjan.

⁵ Productrice maraîchère sur le site CNPS-Bouaké.

A travers les données du tableau, il importe de retenir que sur un échantillon de 40 chefs d'exploitation interrogés, 35 (soit 87,5 %) sont des personnes adultes d'au moins 41 ans. Selon Diakit⁶, cela s'explique par le fait que les chefs d'exploitations sont les premiers maraîchers à s'y installer.

Parmi nous, il n'y a pas de jeunes. Nous qui avons des places là, il y a longtemps on fait jardin ici. C'est nous qui avons commencé à faire jardins et ça fait plus de 25 ans. Parmi nous, il y a beaucoup qui sont morts donc parfois leurs enfants prennent leur place.

A l'espace maraîcher CNPS-Bouaké, Konaté explique cette situation par le manque d'intérêt des activités agricoles pour les jeunes citadins :

Les jeunes d'aujourd'hui sont des paresseux. Travail de champ ne les intéresse pas. Ils aiment les activités qui leur donnent de l'argent rapidement et facilement. Jardinage là, ce n'est pas leur affaire du tout.

Au-delà de la variable âge, on note que le maraîchage est une activité à prédominance féminine ou masculine selon les sites d'enquête. Ainsi à Bouaké, les femmes représentent 70% des acteurs, pendant qu'à Abidjan ce sont les hommes qui dominent. Des données recueillies, des déterminants d'ordre culturel et foncier sont évoqués :

Au village, les hommes ne font pas champ à côté des maisons. Ils vont en brousse pour travailler. Nous les femmes on a petit champ à côté des maisons et c'est dans ça on prend condiment pour préparer. C'est même chose ici. Mon mari fait champ mais il sort de la ville. Il va au champ sur la route de Brobo. Là-bas il y a place pour faire grand champ⁷.

Arounan⁸ abonde dans le même sens tout en insistant sur l'indisponibilité foncière :

Normalement, chez nous au village un vrai homme va au champ. Il ne s'amuse pas au village à côté des cases. C'est femme qui fait ça. Mais à Abidjan ici, n'y a pas terrain. C'est ça qui fait que nous les hommes on est au milieu des maisons en train de faire jardin.

S'agissant de la nationalité, on observe une forte prédominance des non nationaux (62,5%) sur les nationaux (37,5%). Ceux-ci sont essentiellement originaires du Burkina Faso (72,33 %), du Mali (20,33 %) et de la Guinée (7,34%). Parmi les nationaux, les Sénoufos occupent 71% des effectifs contre 28,33% de Malinké et 1,67 % pour les autres groupes ethniques.

L'étude descriptive des chefs d'exploitation sur les deux sites permet de conclure que le maraîchage urbain est dominé par les hommes de plus de 40 ans. Enfin, il est le fait des populations étrangères, en plus de quelques nationaux originaires du Nord de la Côte d'Ivoire.

1.2. Pratique du maraîchage intra-urbain : une économie spéculative

L'une des visées importantes du maraîchage intra-urbain dans les grandes villes ivoiriennes est avant tout l'économie spéculative ; c'est à dire la commercialisation des produits de cette agriculture. En effet, les denrées produites sur les sites maraîchers sont essentiellement destinées à la commercialisation ; seule une part très négligeable est autoconsommée. Sur les deux sites d'enquête, 98,5% des producteurs s'inscrivent dans une logique de commercialisation de la totalité de leurs récoltes. Dans ce contexte, ils privilégient les marchés de proximité qui leur permettent d'écouler rapidement leurs productions. A ce titre, il convient de retenir les propos de certains acteurs interviewés :

Nous-mêmes on ne mange pas ce qu'on cultive ici. On fait ça pour vendre. Ça nous permet d'avoir de l'argent et c'est l'argent-là qui nous intéresse. Sinon on ne peut pas manger feuilles de patate ou

⁶Maraîcher à la zone aéroportuaire d'Abidjan.

⁷ Propos de Minata ; une agricultrice interviewée sur le site maraîcher de l'espace CNPS-Bouaké.

⁸ Producteur maraîcher de la zone aéroportuaire d'Abidjan.

salade pour se rassasier. Nous tous ici là, si on fait champ là, c'est pour vendre. Les clients viennent acheter avec nous au champ ici⁹.

Selon Adama ; un maraîcher avec qui nous avons eu un entretien sur le site de la zone aéroportuaire :

Tout ce qu'on produit ici c'est pour vendre. C'est comme ça pour tous ceux qui font jardin à Abidjan. On loue le terrain pour travailler donc on est obligé de vendre ce qu'on fait ici. On ne gagne pas travail donc c'est notre travail là on fait comme ça. On fait ça pour avoir l'argent.

Tout en privilégiant le volet économique de leur activité, les acteurs du maraîchage urbain opèrent des choix en matière de spéculations cultivées. Ainsi, tiennent-ils compte de la durée de production mais également des saisons et des facilités de commercialisation.

Sur la question de la durée de production, les acteurs concernés affirment porter leur choix sur les spéculations hâtives ou précoces. Ce qui leur importe c'est d'avoir 2 à 4 cycles de production par an et maximiser leurs revenus ; comme le soutient Coulibaly¹⁰ :

Nous c'est l'argent on cherche donc on plante salade, haricot vert. On fait feuille de dah¹¹ et de patate. En deux ou trois mois tu peux vendre. Eux, c'est rapide et tu peux faire ça 3 ou 4 fois par an. Tu gagnes vite ton argent et c'est ça qui est bon même.

Pour ce qui est du choix des saisons, les agriculteurs interviewés préfèrent les productions de contre saison. De fait, en jouant sur la loi de l'offre et la demande, ces derniers parviennent à revaloriser leur prix de vente et donc leurs revenus.

Jardinage là, on fait pas n'importe comment. Il y a des moments qui te permettent d'avoir beaucoup d'argent. Souvent on plante à la fin de la saison de pluie ou même en pleine sécheresse. Au moment où tu récoltes là, y a manque sur le marché. Quand c'est comme tu peux vendre ça cher et avoir de l'argent. Les autres mois de l'année, on fait pour se débrouiller. C'est comme ça je fais programme chaque année¹².

L'une des préoccupations des maraîchers se traduit en termes de facilités de commercialisation de leurs productions et de l'importance du marché parallèlement au niveau de vie des clients. En effet, les denrées produites sont périssables et les maraîchers ne disposent pas de moyens de conservation des stocks. Dès lors l'écoulement rapide des récoltes est un volet dont ils tiennent compte dans l'exercice de leurs activités. C'est ce que tente d'expliquer Coulibaly :

Quand tu fais ton jardin là, avant que tu vas récolter, tu es sûr que y a client pour acheter rapidement. On fait attention à tout ça. C'est avoir client et vendre rapidement tes produits qui est plus important. Ici on a la chance, dès que tu récoltes, les clients sont là pour acheter. Nous-mêmes on regarde tout ça pour cultiver ce qui est le plus demandé et facile à vendre.

Outre la facilité de commercialisation des denrées produites, les agriculteurs urbains tiennent compte de la valeur ajoutée de leurs productions ; corrélativement de la qualité de leurs clients. En cela, Adama fait remarquer que :

Maraîchage en ville rapport plus d'argent qu'au village. Ici, il y a des grands types qui viennent pour acheter salades, carottes et tout ce qu'on cultive. Eux, ils ont de l'argent et quand tu dis le prix, ils achètent. Tu vois, les travailleurs de l'aéroport là, souvent ils s'arrêtent ici pour faire achat. Nous on

⁹ Propos de Soro ; un des maraîchers interviewés sur le site CNPS-Bouaké.

¹⁰ Acteur maraîcher de la zone aéroportuaire.

¹¹ Oseille de Guinée ou Hibiscus sabdariffa.

¹² Propos de Fatou interviewée sur le site CNPS-Bouaké.

regarde tout ça. Si ce n'était pas à cause de ça là, y a longtemps j'allais retourner au village. Là-bas y a terrain mais tu finis ton champ, il n'y a personne pour acheter.

Au-delà des producteurs maraîchers, il importe de noter d'autres emplois indirects liés à cette activité. En cela, il a été donné d'observer la présence des commerçants de produits phytosanitaires, d'outils agricoles et même de restauratrices sur les sites d'enquêtes. Pour ce groupe d'acteurs, le maraîchage génère des revenus assez importants dans leurs domaines respectifs. L'interview avec Adja permet de mieux apprécier cette idée :

Nous les commerçantes de produits de traitement des jardins. Tu vois, on ne peut pas faire jardin sans engrais et les autres produits phytosanitaires. Donc les jardiniers achètent tout ça avec nous les commerçantes. On vend aussi arrosoirs, râteaux, tous les outils. En tout cas ça marche.

De ce qui précède, on retient que le maraîchage urbain, tel que décrit à travers le cas des sites de la CNPS-Bouaké et la Zone aéroportuaire, est avant tout une activité spéculative. En cela, les acteurs tiennent compte de certaines logiques économiques en vue de maximiser leurs revenus. Au delà de cette visée économique du maraîchage urbain, on constate que les chefs d'exploitation obéissent au même profil socio-culturel. Y a-t-il donc un rapport objectif entre cette activité agricole et la dimension socio-culturelle des acteurs ?

1.3. Dimension socio-culturelle des acteurs du maraîchage intra-urbain

Les réponses à deux des questions posées aux acteurs maraîchers nous permettent de tisser un lien entre l'origine socio-culturelle et la pratique du maraîchage (Voir tableau 2).

Tableau 2 : Rapport entre origine socio-culturelle et pratique du maraîchage

Sites maraîchers	Y a-t-il un rapport entre origine socio-culturelle et pratique du maraîchage ?			Où avez-vous appris à faire du maraîchage ?	
	Oui	Non	Ne sait pas	Au village	Ici en ville
CNPS-Bouaké	17	1	2	12	8
Zone aéroportuaire	16	0	4	16	4
Total	33	1	5	28	12

Source : auteur, enquêtes 2019

A travers ce tableau, il est clairement établi un lien entre l'origine socio-culturelle et la pratique du maraîchage. A la question « Y a-t-il un rapport entre origine socio-culturelle et pratique du maraîchage ? », 33 chefs d'exploitations (soit 82,5%) ont répondu à l'affirmatif. Quant à la question « Où avez-vous appris à faire du maraîchage ? », 28 acteurs (soit 70%) ont donné pour réponse « au village ». D'ailleurs dans le chapitre 1 de l'étude, il a été montré que les populations allogènes (burkinabés, maliens et guinéens) et allochtones (Sénofo et Malinké) constituent la presque totalité des effectifs des producteurs maraîchers à Abidjan et Bouaké. Les autochtones Baoulé et Ebré ainsi que les autres groupes ethniques du pays semblent ne pas s'intéresser à ce type d'agriculture. De l'avis des populations originaires du centre et des régions forestières du pays, le maraîchage urbain est méconnu et ne retient aucune importance pour les autochtones de la moitié sud ivoirienne. Ainsi avance-t-elle :

Affaire de travail de jardin là, ce sont nos frères dioula et burkinabé qui aiment faire ça. Ce n'est pas dans notre culture. Nous les Ebré nous sommes des pêcheurs. Nous on donne la terre aux burkinabés et maliens là pour faire maraîchage. Eux, ils apprennent ça chez eux, au pays. Tu ne verras pas un seul Ebré en train de faire champ en pleine ville comme ça. Plantation là, c'est en brousse on fait ça¹³.

¹³ Propos de Marcel (autochtone d'ancien koumassi à Abidjan) lors d'un entretien.

Quant à Serges¹⁴, il pense que :

Le travail de jardin ce n'est pas pour les baoulé. Nous on aime faire champ d'igname, de cacao. Jardin dans bas-fond là, on peut pas planter igname là-bas. Les feuilles que les gens cultivent dans jardin là, c'est pas nourriture de baoulé. Nous, on ne peut pas prendre saleté ; c'est à dire eaux de caca¹⁵ qui coule dans les bas-fonds pour cultiver ce qu'on va manger. C'est vrai qu'aujourd'hui, des jeunes baoulés font de la tomate mais jardin dans la ville là, c'est dioula qui fait ça. Eux, ils aiment manger feuilles et c'est pour ça ils aiment cultiver les feuilles et les légumes en pleine ville. Ce sont des paresseux oui. Sinon vrai garçon va en brousse pour faire champ.

En plus de ces réponses tirées des entretiens semi-directifs avec ces personnes non impliquées dans l'agriculture urbaine, des producteurs maraîchers réagissent :

Travail de jardin là, nous c'est ce qu'on connaît chez nous au village. Comme y a pas forêt là-bas, c'est jardin tout le monde aime faire. Jardinage là, c'est affaire de village. Si tu n'as pas appris ça au village tu peux pas¹⁶.

Quant à Lamine¹⁷, il est formel :

Nous sommes les grands producteurs de maraîchers. Tout oignon, carotte qui vient dans gros camion en Côte d'Ivoire là, c'est chez nous qu'on cultive. C'est notre culture et tout le monde chez nous apprend ça. Les ivoiriens ne connaissent pas ce travail-là.

Dans certain cas, l'aspect anthropologique est mis en avant, comme le fait bien Mariam lors d'un entretien sur le site de la CNPS-Bouaké :

Jardinage là, c'est travail de bas-fond. Tu sais chez nous les dioula, l'argent que tu gagnes quand tu travailles dans bas-fond ou dans l'eau là, c'est ça qui dure avec toi. Et puis, nous même on aime manger sauce feuille. Donc c'est dans jardin là on coupe feuille pour préparer aussi. C'est à cause de tout ça les femmes de chez nous aiment travailler dans jardin.

De ces données de terrain, il convient de noter que les logiques socio-culturelles constituent une variable importante dans l'étude des acteurs du maraîchage intra-urbain dans les deux grandes villes du pays (Abidjan et Bouaké).

2. Discussion

L'agriculture intra-urbaine et notamment le maraîchage connaît un développement important en Côte d'Ivoire ces dernières décennies. A l'origine, elle était le fait de quelques acteurs urbains et destinée aux expatriés européens installés dans les grandes villes ivoiriennes. Avec l'exode rural et la croissance du taux de chômage issus de la crise économique des états africains depuis la fin du XXe siècle, de nombreux acteurs ont recours à cette activité. Avec une urbanisation de l'ordre de 50,3% (INS, 2014) et une « population hors main-d'œuvre estimée en février 2014 à 6 430 354 personnes » (INS-AGEPE, 2014, p26), la problématique de l'emploi en Côte d'Ivoire se pose avec acuité. Dès lors l'agriculture urbaine et singulièrement le maraîchage se présente comme une des solutions ou une alternative économique pour les chômeurs et surtout les populations venues des zones rurales dont le profil professionnel n'est pas en adéquation avec les emplois urbains. Vu son caractère informel, il est difficile de disposer de statistiques au plan national sur ce type d'agriculture. D'ailleurs, elle reste un secteur négligé par les politiques de gestions des villes (K. V. Kra, 2018). Cependant, il importe de noter qu'elle

¹⁴ Autochtone baoulé de Bouaké.

¹⁵ Eaux de toilette dans le jargon ivoirien.

¹⁶ Propos de Mariam ; productrice maraîchère d'ethnie Sénoufo ; en activité sur le site de la CNPS-Bouaké.

¹⁷ Producteur maraîcher d'origine malienne en activité sur le site de la zone aéroportuaire.

emploie une part non moins négligeable des citoyens. Ainsi, au-delà des chefs d'exploitations et de nombreux manœuvres agricoles, ce sont des commerçants de légumes, d'outils agricoles et de produits phytosanitaires qui interviennent dans l'économie maraîchère. Elle aurait pu être l'un des grands secteurs pourvoyeurs d'emplois si les pouvoirs publics s'y attardaient. Les exemples de certains pays africains dont la Tanzanie restent illustratifs. Dans ce pays, l'agriculture urbaine est le deuxième secteur fournisseur d'emplois aux acteurs de l'informel : « According to the 1988 Population Census, urban agriculture ranked as Dar es Salaam's second largest employer after small traders and labourers¹⁸ » (C.J. Sawio, 1998, p6).

Au-delà de l'emploi qu'il fournit à une tranche de la population citadine, le maraîchage urbain est une source importante de revenus pour les producteurs. Sur le terrain, en moyenne, les acteurs évaluent leurs revenus mensuels entre 60 000 à 150 000 FCFA (soit 102 à 255 Dollar US). Ces chiffres sont relativement plus élevés à Abidjan qu'à Bouaké. Ces chiffres sont largement supérieurs au SMIG¹⁹ en Côte d'Ivoire. L'engouement des producteurs urbains à s'adonner à cette activité réside dans une large mesure dans les revenus qu'ils y engrangent. Cette situation leur reste favorable et économiquement rentable en raison du marché de proximité qu'offre la ville. Ainsi, les denrées produites sont facilement commercialisées à la récolte ; ce qui évite aux producteurs les frais de conservation et de transport.

On retient que le maraîchage à l'intérieur des villes ivoiriennes connaît un développement important, à l'instar d'autres pays comme le Bénin, le Ghana, la Tanzanie, etc. L'ampleur qu'il enregistre relève surtout de la crise économique que connaît le pays depuis les années 1980. Il s'est agi pour les acteurs urbains de trouver des stratégies adaptatives pour faire face à cette situation. En cela, se perçoit la pertinence de la théorie de la résilience économique (R. Alain, 2003, op cit) dans l'analyse de la dimension économique du maraîchage urbain en Côte d'Ivoire.

A côté de la dimension spéculative du maraîchage urbain, on observe que des logiques socio-culturelles et identitaires sont déterminantes dans la pratique de cette activité. Ainsi, les acteurs de cette agriculture sont essentiellement d'origine étrangère (burkinabés, maliens) ; en plus des sénoufo et malinké de Côte d'Ivoire. Toutes ces populations ont en commun d'appartenir à l'aire géographique soudano-sahélienne. De plus, au-delà des frontières physiques, elles partagent presque les mêmes réalités socio-culturelles que la balkanisation de l'Afrique en 1884 avait ignorées. Dans cette aire géographique où les précipitations sont peu abondantes, l'agriculture irriguée fait partie des pratiques locales. De plus, les légumes mais surtout les feuilles comestibles produites par le maraîchage constituent une des bases culinaires de ces populations. Bien plus, en analysant la situation du point de vue historique, on comprend avec l'anthropologue M. Ouedraogo (1993, p 259) que le maraîchage a été introduit dans les zones soudano-sahéliennes et principalement en Haute Volta (actuel Burkina Faso), durant la colonisation par des missionnaires et l'administration française d'alors sur les sites rizicoles de l'office du Niger au Mali. Dès lors, ces populations burkinabés et maliennes ont adopté ce type d'agriculture qui du coup fait désormais partie de leur culture aussi bien que les cultures pérennes le sont pour les populations ivoiriennes depuis l'ère coloniale.

Du point de vue de la division sexuelle du travail, le maraîchage à Abidjan diffère de celui de Bouaké. Ainsi, si dans la première ville il est une activité masculine, dans la seconde il est à prédominance féminine. De fait, l'agriculture urbaine est fortement comparable et même similaire au jardin de case. Or dans les coutumes africaines, comme le décrit bien M. Tchatat *et al* (1996) dans le cas du Cameroun, ces jardins de case relèvent du domaine des femmes. La situation telle qu'observée à Bouaké n'est qu'une simple transposition du village à la ville. A Abidjan, l'implication des hommes s'explique par

¹⁸Notre traduction : « Selon le recensement de la population de 1988, l'agriculture est le deuxième employeur en importance à Dar es-Salam, après le petit commerçants et les ouvriers.

¹⁹ Le SMIG en Côte d'Ivoire est de 60 000 FCFA ; soit environ 102 Dollars US.

l'indisponibilité foncière ; qui à l'occasion pousse ces derniers à s'imposer à la gent féminine à l'instar de la majorité des communautés traditionnelles en Afrique.

Par ailleurs, la non implication des autres communautés ivoiriennes et notamment les autochtones Akan (Baoulé et Ebrié) des zones d'enquête dans la pratique du maraîchage s'explique par le fait que culturellement, elles ne sont pas grandes consommatrices des produits maraîchers mais plutôt de tubercules, fruits et autres légumes pluviaux. Bien plus, chez les Akan, les eaux de toilettes, les fertilisants et autres détritiques issus des ordures ménagères, excréta humains ou animaux, constituent des substances très souillées. Par conséquent, il est inacceptable que celles-ci soient utilisées dans la production de denrées alimentaires. Or, dans les villes ivoiriennes, ce sont justement les déjections animales et les eaux de bas-fonds souillées par les déchets ménagers qui sont utilisées dans le maraîchage. Dans d'autres communautés ivoiriennes du centre-ouest ou de l'ouest, le travail dans les bas-fonds ne fait pas non plus partie de leurs pratiques culturelles. A titre illustratif, B. Dahoun (1999) avance la question d'habitude et de goût des denrées produites comme facteurs du non recours aux bas-fonds par la communauté Bété. A l'occasion, se dégage nettement l'influence du groupe social (le macrosocial) sur les individus qui la composent. Les acteurs du maraîchage urbain s'inscrivent dans une logique socio-culturelle, sont déterminés par leurs structures sociales d'origine. A l'occasion, l'analyse holistique telle que développée par P. Bourdieu (1979, op cit) reste pertinente dans l'explication de la survivance des pratiques socio-culturelles dans la pratique du maraîchage urbain en Côte d'Ivoire.

Conclusion

Le maraîchage intra-urbain connaît un développement relativement important dans les villes ivoiriennes. Quoique pourvoyeur d'emploi et facteur de lutte contre l'insécurité alimentaire, ce secteur agricole évolue dans l'informel et reste précaire au regard de sa négligence par les politiques agricoles ainsi que celles de gestion des villes. Ses acteurs sont majoritairement constitués de non nationaux et de quelques ivoiriens originaires du nord du pays. Il s'est agi dans cet article d'interroger l'identité propre à cette agriculture. L'atteinte de cet objectif a nécessité la mobilisation de techniques de collectes des données ; en l'occurrence des entretiens semi-directifs, un questionnaire et une observation directe ; en plus de la recherche documentaire. L'étude est parvenue aux résultats que la dimension spéculative et les logiques socio-culturelles conditionnent la pratique du maraîchage intra-urbain en Côte d'Ivoire.

Il importe de retenir à l'issue de l'analyse que sur la base de sa dimension spéculative, cette activité constitue une forme de résilience d'un groupe de citoyens dans un contexte de crise économique d'ordre structurel. Par ailleurs, les logiques identitaires qui s'y expriment sont en réalité une survivance des pratiques socio-culturelles propres aux différents acteurs.

Bibliographie

ALAIN Richmond, 2003, *La résilience économique : une chance de recommencement...*, Paris, Editions d'Organisation.

BOURDIEU Pierre, 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit.

DAHOUN Bi, 1999, *Caractérisation semi-taillée des bassins versants dans la zone agro-écologique de Gagnoa : contraintes socioéconomiques à l'adoption de technologies rizicoles*, www.africanice.org › IVIS › Docs › semi_ci_gagnoa_socio, (29.10.2019).

DIAO Maty Bah, 2004, « Situation et contraintes des systèmes urbains et périurbains de production horticole et animale dans la région de Dakar », *Cahiers agricultures*, n°13, Montpellier, CIRAD, p. 39-49.

FAO, NEPAD, 2005, Appui à la production de la banane plantain et aux produits maraîchers en zone de forêt, vol IV, *Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire*.

HUSSON Séverin, 2012, *La mondialisation dans nos assiettes*, https://www.la-croix.com/Ethique/Sciences-Ethique/Sciences/La-mondialisation-dans-nos-assiettes-_NP_-2012-02-13-768012, (19.10.2019).

INS – AGEPE, 2014, Enquête nationale sur la situation de l'emploi et du travail des enfants (ENSETÉ, 2013), *République de Côte d'Ivoire*.

KOVONOU Mawussi Freid *et al*, 1999, « Sécurité alimentaire et gestion intégrée de la fertilité des sols : contribution du maraîchage périurbain à Lomé », *Agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest : ne contribution à la sécurité alimentaire et à l'assainissement des villes*, Centre de recherches pour le développement international, Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE, p. 83-103.

KRA Kouakou Valentin, 2018, « Problématique maraîchère induite par la nouvelle dynamique foncière autour des bas-fonds urbains à Bouaké (Côte d'Ivoire) », *European Scientific Journal*, Vol 14, numéro 15, <https://eujournal.org/index.php/esj/article/view/10869>, (10.10.2019).

OUEDRAOGO Moussa, 1993, « Histoire et conséquences de l'introduction du maraîchage dans la zone soudano-sahélienne au Burkina Faso », *Innovation et sociétés : quelle agriculture ? Quelle innovation ?* CIRAD, Montpellier-France, p. 257 – 263.

SAWIO Camillus, 1995, « Qui sont les agriculteurs urbains à Dar Es-Salam? », *AUXUMITE G. et al : faire campagne en ville : l'agriculture urbaine en Afrique de l'Est*, Centre de recherche pour le développement international, p. 31-55.

SAWIO Camillus 1998, « Managing Urban Agriculture in Dar Es Salaam », *Cities Feeding People Report 20. Ottawa: IDRC., Kaneez Hasna*, <https://pdfs.semanticscholar.org>, (21.10.2019).

TCHATAT Mathurin *et al*, 1996, « Genèse et organisation des jardins de case des zones forestières humides du Cameroun », *Revue d'écologie*, volume 51, http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/54836/RevueEcologie_1996_51_3_197.pdf?sequence=1, (27.10.2019).